



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**ARRETE du 10 JUIL. 2023**

portant modification de l'arrêté de protection de biotope des anciennes carrières d'OTTROTT et de SAINT NABOR du 12 décembre 2018

-----  
**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**  
-----

**VU** le livre IV « patrimoine naturel » du Code de l'environnement ;

**VU** les articles L 411-1 et L 411-2 du Code de l'environnement relatifs à la préservation du patrimoine naturel ;

**VU** les articles R 411-15 à R 411-17 relatifs à la protection des biotopes ;

**VU** l'article L 415-1 du Code de l'environnement relatif aux constatations des infractions ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 16 avril 2014 portant dérogation aux interdictions prévues au titre 1er du livre IV du Code de l'environnement ;

**VU** l'étude environnementale du 23 novembre 2016 réalisée par le bureau d'études Ecoscop ;

**VU** l'arrêté préfectoral de protection de biotope des anciennes carrières d'OTTROTT et de SAINT-NABOR du 12 décembre 2018 ;

**VU** le jugement du tribunal administratif de STRASBOURG du 21 juillet 2022 décidant d'annuler l'article 5 de l'arrêté préfectoral de protection de biotope du 12 décembre 2018 à compter du 31 décembre 2022 ;

**VU** l'avis réputé favorable des communes d'Ottrott et de Saint-Nabor suite au courrier de consultation notifié le 21 octobre 2022 ;

**VU** l'avis favorable de l'ONF en date du 09 novembre 2022 ;

**VU** l'avis favorable de la Commission Départementale de la nature, des Paysages et des Sites, du 21 novembre 2022 ;

**VU** l'avis défavorable avec recommandations du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel du 12 décembre 2022 ;

VU les avis recueillis dans le cadre de la consultation du public qui s'est déroulée du 26 avril au 24 mai 2023;

**CONSIDÉRANT** que les dispositions combinées des articles L. 411-1, L. 411-2 et R. 411-15 du code de l'environnement donnent la possibilité aux arrêtés préfectoraux de protection de biotope de prendre toutes mesures, de caractère permanent ou temporaire de nature à empêcher l'altération, la dégradation ou la destruction d'un biotope d'espèces protégées ;

**CONSIDÉRANT** que les anciennes carrières d'Ottrott et de Saint-Nabor constituent avec leurs falaises et le réseau de mares existants un biotope nécessaire à l'alimentation, à la reproduction, au repos et à la survie de différentes espèces animales et végétales protégées, notamment le faucon pèlerin, rapace classé « vulnérable » en Alsace et le sonneur à ventre jaune, amphibien classé « vulnérable » à l'échelle nationale et « quasi menacé » en Alsace ;

**CONSIDÉRANT** que des mesures particulières sont nécessaires pour assurer la conservation des biotopes spécifiques des espèces floristiques et faunistiques protégées identifiées et limiter les dérangements des espèces nichant dans les falaises ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures proposées et issues de la réunion du comité consultatif de gestion de l'APPB des anciennes carrières d'Ottrott et de Saint-Nabor sont suffisantes en l'état et proportionnées ;

**SUR** proposition du Directeur Départemental des Territoires,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Il est créé un nouvel article 5 dans l'arrêté de protection de biotope des anciennes carrières d'OTTROTT et de SAINT-NABOR du 12 décembre 2018 rédigé comme suit :

### **« Article 5 :**

Afin de prévenir les atteintes aux espèces de faune et de flore protégées, ainsi qu'à leurs habitats, **sont interdits :**

#### **a) Travaux :**

- Toute construction, aménagement ou installation au sens des dispositions du code de l'urbanisme, sauf et après avis du comité consultatif de gestion :
  - s'ils sont nécessaires à l'entretien et à l'aménagement des parcelles contenues dans l'APPB, dans un but de préservation des espèces protégées et de leurs habitats ;
  - s'ils sont liés à l'activité des services publics pour des motifs de sécurité publique ;
  - s'ils présentent un intérêt public pour la valorisation du site, dans le respect de l'objectif de préservation des espèces protégées et de leurs habitats.
- Toute intervention sur le niveau naturel du sol par creusement ou remblaiement, sauf les interventions liées à une construction, un aménagement ou une installation

autorisé après avis du comité consultatif de gestion ;

- Tous travaux sur les mares et fossés, à l'exception des opérations visant à entretenir ou à restaurer leur fonctionnalité en tant qu'habitat d'espèces protégées après avis du comité consultatif de gestion ;
- Toute installation classée relevant de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

b) Activités et atteintes faune-flore :

- Tout défrichement et exploitation forestière à l'exclusion des coupes sanitaires et des coupes de sécurité ;
- Toutes plantations à l'exclusion de celles réalisées avec des plantes autochtones, destinées au remplacement d'arbres exploités et après avis du comité consultatif de gestion ;
- Toute introduction d'espèces faunistiques et floristiques allochtones ;
- L'incinération des végétaux sur pied et les atteintes au milieu naturel par usage du feu ;
- La mise en culture et le retournement des sols ;
- La chasse et l'agrainage ;
- L'épandage d'engrais chimiques ou naturels ;
- L'épandage de produits phytopharmaceutiques ou phytosanitaires sauf utilisation obligatoire et réglementée ;
- Toute activité bruyante et notamment motorisée durant la période de reproduction du faucon pèlerin et du grand-duc d'Europe du 1er janvier au 31 août susceptible de déranger ces espèces protégées.
- Tout survol du site avec des aéronefs avec ou sans moteur à moins de 500 mètres de hauteur, y compris avec des drones, du 1er janvier au 31 août, sauf à des fins de suivi scientifique et après avis du comité consultatif de gestion.

Le préfet peut prendre, après avis du comité consultatif de gestion, toutes mesures afin de réguler les animaux surabondants ou susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques et des dégâts préjudiciables au biotope. »

**Article 2 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Bas-Rhin et sera mis en ligne sur le site internet de la préfecture.

Il sera affiché dans les communes d'OTTROTT et de SAINT-NABOR. Les personnes intéressées pourront consulter les éléments annexés, à la mairie de ces communes.

L'arrêté fera également l'objet d'une mention dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département du Bas-Rhin. Enfin, il sera notifié aux propriétaires concernés.

**Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours contentieux directement auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 STRASBOURG Cedex. Le tribunal administratif peut également être saisi, dans les mêmes délais, par l'application informatique « télérecours citoyens »

accessible sur le site internet : <https://www.telerecours.fr>). Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public, les communes de plus de 3500 habitants ainsi que pour les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public. Lorsqu'elle est présentée par une commune de moins de 3500 habitants, la requête peut être adressée au moyen de cette application.

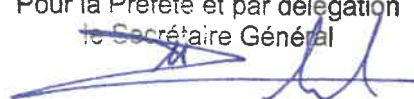
- soit, préalablement, d'un recours administratif gracieux auprès du préfet du Bas-Rhin. Dans ce cas, la décision de rejet du recours préalable, expresse ou tacite, née du silence de l'Administration à l'issue du délai de deux mois à compter de la réception du recours administratif préalable, peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent.

#### **Article 4 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Molsheim, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand-Est, le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin, le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Bas-Rhin, les Maires concernés, les agents assermentés et commissionnés par décision ministérielle pour la constatation des infractions en matière de protection de la nature, de chasse et de pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Strasbourg, le

Pour la Préfète et par délégation  
le Secrétaire Général



**Mathieu DUHAMEL**